



CHAPITRE 81

Loi concernant le placement des biens
d'autrui

[Sanctionnée le 12 août 1967]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

CHAPTER 81

An Act respecting the investment of property belonging to others

[Assented to 12th August 1967]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

C.c., a.
953a,
mod.

1. L'article 953a du Code civil, édicté par l'article 1 de la loi 61 Victoria, chapitre 44, et modifié par l'article 1 de la loi 18 George V, chapitre 85, et par l'article 4 de la loi 15-16 George VI, chapitre 57, est de nouveau modifié:

a) en remplaçant les paragraphes 2, 3 et 4 par les suivants:

« 2. Le grevé et le curateur doivent être autorisés en justice en observant les formalités prescrites par les articles 885 à 893 du Code de procédure civile.

« 3. Le prix de vente doit être employé à l'acquittement de dettes de la substitution ou être placé conformément aux articles 981o à 981v du présent code, selon que le prescrit l'ordonnance du juge.

Les placements en valeurs mobilières faits à même le produit du prix de vente doivent être immatriculés au nom de la substitution.

« 4. Si l'emploi du prix de vente se fait en même temps que la vente de l'immeuble substitué, l'acquéreur de cet immeuble est tenu de voir à cet emploi et il doit être fait mention de cet emploi et de l'ordonnance du juge dans la quittance du prix de vente de l'immeuble substitué pour que celle-ci soit valide. »;

1. Article 953a of the Civil Code, enacted by section 1 of the act 61 Victoria, chapter 44, and amended by section 1 of the act 18 George V, chapter 85, and by section 4 of the act 15-16 George VI, chapter 57, is again amended:

(a) by replacing paragraphs 2, 3 and 4 by the following:

“(2) The institute and curator must be authorized by the court, by observing the formalities prescribed in articles 885 to 893 of the Code of Civil Procedure.

“(3) The purchase price must be employed in paying debts of the substitution or invested in accordance with articles 981o to 981v of this Code, as prescribed by the judge's order.

Investments in securities made out of the purchase price shall be registered in the name of the substitution.

“(4) If the purchase price be employed at the same time as the sale of the substituted immovable, the purchaser of the property is bound to see to its employment, and such employment and the judge's order must be mentioned in the acquittance of the purchase price of the substituted immovable, in order to render the said acquittance valid.”;

b) en remplaçant le paragraphe 6 par le suivant:

« 6. Les placements faits à même le produit du prix de vente sont assujettis à la substitution comme l'immeuble vendu. »

(b) by replacing paragraph 6 by the following:

"6. Investments made out of the purchase price are subject to the substitution in the same manner as the immoveable sold."

C.c., a.
981o,
remp.

2. L'article 981o dudit code, remplacé par l'article 1 de la loi 23 George V, chapitre 105, et modifié par l'article 2 de la loi 14-15 George VI, chapitre 42, par l'article 5 de la loi 15-16 George VI, chapitre 57 et par l'article 1 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 78, est de nouveau remplacé par le suivant:

2. Article 981o of the said Code, replaced by section 1 of the act 23 George V, chapter 105, and amended by section 2 of the act 14-15 George VI, chapter 42, by section 5 of the act 15-16 George VI, chapter 57 and by section 1 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 78, is again replaced by the following:

C.C., a.
981o, re-
placed.

« 981o. Le grevé de substitution, le fiduciaire, l'exécuteur ou administrateur testamentaire, le tuteur et le curateur peuvent en cette qualité acquérir et détenir:

a) des obligations ou autres titres de créance émis ou garantis par le gouvernement de la province, du Canada ou d'une province canadienne, des États-Unis d'Amérique ou d'un état de ce pays, par la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, par une corporation municipale ou scolaire au Canada, ou par une fabrique dans la province;

b) des obligations ou autres titres de créance émis par une autorité publique ayant pour objet d'exploiter un service public au Canada et investie du droit d'imposer un tarif pour ce service;

c) des obligations ou autres titres de créance garantis par le transport à un fiduciaire d'un engagement du gouvernement de la province, du Canada ou d'une province canadienne, de verser des subventions suffisantes pour l'acquittement des intérêts et du principal à leurs échéances respectives;

d) des obligations ou autres titres de créance émis par une corporation constituée au Canada:

1. s'ils sont garantis par privilège ou hypothèque de premier rang sur biens-fonds et outillage, ou par nantissement de titres de créance admissibles comme placements en vertu du présent article; ou

2. s'ils sont garantis par privilège de premier rang sur outillage et si la corporation a intégralement acquitté les intérêts sur ses autres dettes au cours des dix années précédant l'acquisition; ou

"981o. Institutes under substitutions, trustees, testamentary executors or administrators, tutors and curators may as such acquire and hold:

(a) bonds or other evidences of indebtedness issued or guaranteed by the government of the Province, of Canada or a province of Canada, of the United States of America or of any of such states, by the International Bank for Reconstruction and Development, by a municipal or school corporation in Canada, or by a *fabrique* in the Province;

(b) bonds or other evidences of indebtedness issued by a public authority having as its object the operation of a public service in Canada and entitled to impose a tariff for such service;

(c) bonds or other evidences of indebtedness secured by the transfer to a trustee of an undertaking by the government of the Province, of Canada or of a province of Canada to pay sufficient subsidies to meet the interest and principal at their respective maturities;

(d) bonds or other evidences of indebtedness issued by a corporation incorporated in Canada:

(1) if they are secured by privilege or hypothec ranking first on real estate and equipment, or by pledge of evidences of indebtedness permissible as investments under this article; or

(2) if they are secured by privilege ranking first on equipment and the corporation has paid in full the interest on its other debts during the ten years preceding the acquisition; or

3. si les actions ordinaires de la corporation sont inscrites à une bourse canadienne reconnue et si la corporation a, pendant chacune des cinq années précédant l'acquisition, gagné et versé sur ses actions ordinaires un dividende d'au moins quatre pour cent de leur valeur comptable;

e) des créances garanties par hypothèque sur des biens-fonds au Canada:

1. si le paiement du principal et des intérêts est garanti ou assuré par le gouvernement de la province, du Canada ou d'une province canadienne; ou

2. s'il s'agit d'une hypothèque de premier rang et si le montant de la créance n'est pas supérieur à soixante-quinze pour cent de la valeur des biens-fonds qui en garantissent le paiement;

f) des obligations ou autres titres de créance émis par une société de prêt constituée par une loi de la Législature de la province ou autorisée à y faire des affaires en vertu de la Loi des sociétés de prêts et de placements, qui a été spécialement agréée par le lieutenant-gouverneur en conseil aux fins du présent paragraphe et dont les opérations ordinaires en cette province consistent à faire des prêts aux corporations municipales ou scolaires et aux fabriques, ou des prêts garantis par premier privilège ou première hypothèque sur des biens-fonds situés dans la province;

g) des biens-fonds dans la province;

h) des actions privilégiées entièrement acquittées, émises par une corporation constituée au Canada,

1. si la corporation qui les a émises a, pendant chacune des cinq années précédant l'acquisition, gagné et versé sur ses actions privilégiées émises et non rachetées un dividende au moins égal au taux spécifié; et

2. si la corporation a, pendant chacune des cinq années précédant l'acquisition, gagné et versé sur ses actions ordinaires un dividende d'au moins quatre pour cent de leur valeur comptable; et

3. si ces actions privilégiées ou les actions ordinaires de la corporation sont inscrites à une bourse canadienne reconnue;

i) des actions ordinaires entièrement acquittées émises par une corporation constituée au Canada et inscrites à une

(3) if the common shares of the corporation are listed on a recognized Canadian stock exchange and the corporation has, during each of the five years preceding the acquisition, earned and paid on its common shares a dividend of at least four per cent of their book value;

(e) debts secured by hypothec on real estate in Canada:

(1) if payment of principal and interest is guaranteed or assured by the government of the Province, of Canada or of a province of Canada; or

(2) if the hypothec ranks first and the amount of the debt is not more than seventy-five per cent of the value of the real estate securing payment thereof;

(f) bonds or other evidences of indebtedness issued by a loan society incorporated by an act of the Legislature of the Province or authorized to do business therein under the Loan and Investment Societies Act, if it has been specially approved by the Lieutenant-Governor in Council for the purposes of this paragraph, and whose ordinary operations in this Province consist in making loans to municipal or school corporations and to *fabriques*, or loans secured by first privilege or first hypothec on real estate situated in the Province;

(g) real estate in the Province;

(h) fully paid preferred shares, issued by a corporation incorporated in Canada,

(1) if the corporation which issued them has, during each of the five years preceding the acquisition, earned and paid on its outstanding preferred shares a dividend at least equal to the specified rate; and

(2) if the corporation during each of the five years preceding the acquisition, earned and paid on its common shares a dividend of at least four per cent of their book value; and

(3) if such preferred shares or the common shares of the corporation are listed on a recognized stock exchange in Canada;

(i) fully paid common shares issued by a corporation incorporated in Canada and listed on a recognized stock exchange

bourse canadienne reconnue, si la corporation qui les a émises a, pendant chacune des cinq années précédant l'acquisition, gagné et versé sur ses actions ordinaires un dividende d'au moins quatre pour cent de leur valeur comptable.

Une personne visée au présent article ne peut investir en actions de corporations plus de trente pour cent de la valeur globale des biens dont elle a l'administration; elle ne peut non plus acquérir plus de cinq pour cent des actions d'une même corporation, ni acquérir des actions, obligations ou autres titres de créance d'une corporation qui est en défaut de payer les dividendes prescrits sur ses actions ou les intérêts sur ses obligations ou autres titres, ni consentir un prêt à une telle corporation.

Dans le présent article, l'expression « bourse canadienne reconnue » signifie une bourse canadienne désignée par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation de la Commission des valeurs mobilières du Québec. »

C.c., aa.
981p-981r,
remp.

3. Les articles 981p à 981r dudit code, tels qu'ils se lisent à l'article 5803 des Statuts refondus, 1888, sont remplacés par les suivants:

« **981p.** Si, par suite de la réorganisation ou liquidation d'une corporation ou de la fusion de plusieurs corporations, des titres que détient une personne visée à l'article 981o sont remplacés par d'autres titres, elle peut continuer à les détenir.

« **981q.** Une personne visée à l'article 981o ne peut faire aucun placement qui n'est pas autorisé par cet article; cependant, si le testament ou l'acte de donation ou de fiducie contient des dispositions qui dérogent à l'article 981o, l'exécuteur ou administrateur testamentaire, le grevé de substitution ou le fiduciaire doit se conformer à ces dispositions.

« **981r.** Les personnes visées à l'article 981o peuvent déposer l'argent dont elles sont saisies dans une banque, une banque d'épargne, une compagnie de fidéicommiss ou une caisse d'épargne et de crédit, si le dépôt est remboursable à demande ou sur avis d'au plus trente jours.

in Canada, if the corporation which issued them has, during each of the five years preceding the acquisition, earned and paid on its common shares a dividend of at least four per cent of their book value.

No person referred to in this article may invest in shares of corporations more than thirty per cent of the total value of the property of which he is the administrator; nor shall he acquire more than five per cent of the shares of the same corporation, or acquire shares, bonds or other evidences of indebtedness of a corporation which is in default to pay the prescribed dividends on its shares or the interest on its bonds or other securities, nor shall he make a loan to such a corporation.

In this section, the expression "recognized stock exchange in Canada" means a stock exchange in Canada designated by the Lieutenant-Governor in Council on the recommendation of the Quebec Securities Commission."

3. Articles 981p to 981r of the said Code, as they appear in article 5803 of the Revised Statutes, 1888, are replaced by the following:

« **981p.** If, following the reorganization or winding-up of a corporation or the amalgamation of several corporations, securities held by a person referred to in article 981o are replaced by other securities, he may continue to hold them.

« **981q.** A person referred to in article 981o may not make any investment not authorized by that article; but if the will or deed of gift or of trust contains provisions which derogate from article 981o, the testamentary executor or administrator, the institute under a substitution, or the trustee must comply with such provisions.

« **981r.** The persons referred to in article 981o may deposit the money of which they are seized in a bank, savings bank, trust company or savings and credit union, if the deposit is repayable on demand or upon notice of not more than thirty days.

C.C., aa.
981p-981r,
replaced.

« **981s.** Sous réserve des dispositions de ce code concernant le grevé de substitution, une personne visée à l'article 981o peut continuer à détenir les placements dont elle a pris possession lors de son entrée en fonction, même s'ils ne sont pas conformes aux dispositions du présent chapitre.

« **981t.** Les personnes visées à l'article 981o doivent placer l'argent dont elles sont saisies avec la prudence d'un bon père de famille. Elles ne sont pas exemptes de responsabilité du seul fait que les placements sont conformes aux dispositions du présent chapitre ou ont été faits avant qu'elles en prennent possession.

« **981u.** Si une personne visée à l'article 981o fait un placement qu'elle n'est pas autorisée à faire, elle est par ce seul fait et sans autre preuve de faute responsable des pertes qui résultent de ce placement.

« **981v.** Lorsqu'en vertu d'un testament ou d'un acte de donation ou de fiducie, une personne visée à l'article 981o jouit d'un pouvoir discrétionnaire entier ou limité concernant les placements qu'elle peut faire, elle est censée avoir le même pouvoir discrétionnaire de changer ces placements en vendant les biens acquis et faisant emploi du produit de la vente dans des placements permis en vertu du testament ou de l'acte de donation ou de fiducie. »

Renvois.

4. Un renvoi dans une loi, un testament, un acte de donation ou de fiducie, ou un autre document, aux articles du Code civil qui sont remplacés par les articles 2 et 3 est un renvoi aux articles correspondants édictés par les articles 2 et 3.

Proviso.

Cependant, le grevé de substitution, le fiduciaire, l'exécuteur ou administrateur testamentaire doit continuer à se conformer à l'article 981o tel qu'il était avant d'être remplacé par l'article 2 de la présente loi lorsqu'il agit en vertu d'un testament, d'un acte de donation ou de fiducie qui a pris effet avant l'entrée en vigueur de la présente loi et qui contient une disposition qui, tel un renvoi à l'article 981o, manifeste clairement l'intention du testateur ou donateur que le placement de ses biens soit régi par cet article.

“**981s.** Subject to the provisions of this Code as to the institute of a substitution, a person referred to in article 981o may continue to hold the investments of which he took possession when he took office, even if they are not in accordance with the provisions of this chapter.

“**981t.** The persons referred to in article 981o must invest the money of which they are seized with the care of prudent administrators. They are not exempt from responsibility merely because the investments are made in accordance with this chapter or were made before they took possession of them.

“**981u.** If a person referred to in article 981o makes an investment which he is not authorized to make, he is for that reason alone and without other evidence of fault responsible for the losses resulting from such investment.

“**981v.** When, under a will or a deed of gift or trust, a person referred to in article 981o has a full or restricted discretionary power as to the investments he may make, he is held to have the like discretionary power to change such investments by selling the property acquired and re-investing the proceeds of the sale in investments permitted under the will or deed of gift or of trust.”

4. Any reference in a law, will, deed of gift or trust, or other document, to the articles of the Civil Code replaced by sections 2 and 3 is a reference to the corresponding articles enacted by sections 2 and 3. Refer-
ences.

Nevertheless an institute under a substitution, a trustee or a testamentary executor or administrator shall continue to comply with article 981o as it was before being replaced by section 2 of this act, when he acts under a will or deed of gift or of trust which took effect before the coming into force of this act and which contains a provision which, as a reference to article 981o, indicates clearly the intention of the testator or donor that the investment of his property is to be governed by that article. Proviso.

Place-
ments
faits.

5. Les personnes visées à l'article 981*o*, édicté par l'article 2, peuvent continuer à détenir les placements qu'elles ont faits conformément aux dispositions législatives remplacées par les articles 2 et 3.

5. The persons referred to in article 981*o*, enacted by section 2, may continue to hold the investments that they have made in accordance with the legislative provisions replaced by sections 2 and 3.

Entrée en
vigueur
(15 oct.
1967,
G.O., p.
6064).

6. La présente loi entrera en vigueur le jour qui sera fixé par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

6. This act shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.

Invest-
ments
made.

Coming
into force
(Oct. 15
1967,
O.G., p.
6064).